

**Conseil régional Occitanie**  
**Assemblée du 16 juillet 2020**

**Vœu déposé par les élu-e-s de La France Insoumise,**  
**Myriam Martin, Jean-Christophe Sellin et Guilhem Serieys**

**Face au plan de la direction d'Airbus:**  
**bouclier social et planification écologique**

La nouvelle est tombée le 1er juillet : 15000 postes seraient supprimés dans le monde dont 5000 en France. A Toulouse ce n'est pas loin de 3500 emplois qui sont menacés. Toute la Région Occitanie est en danger. Cette annonce survient alors que l'État s'est engagé à verser 15 milliards d'aide pour la filière aéronautique et que notre collectivité développe un plan d'aide pour l'aéronautique et le spatial (plan de soutien de 99 millions d'euros).

Or, si Airbus est en difficulté au sortir de la crise sanitaire, Airbus a également connu une croissance exponentielle ces dernières années et des bénéfices colossaux. Selon les syndicats de salarié-e-s, son carnet de commande est par ailleurs plein pour plusieurs années.

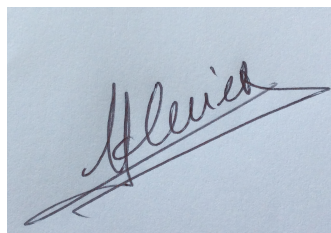
Il n'est donc pas acceptable de bénéficier de milliards d'aides, du soutien et de la mobilisation des collectivités tout en décidant, sans aucune concertation, des licenciements massifs qui sacrifient tant les salarié-e-s d'Airbus que les salarié-e-s des sous-traitants.

Le chantage à l'emploi, comme nous le voyons pratiqué par l'entreprise Derichebourg, sous-traitant d'Airbus n'est pas acceptable non plus. Le groupe a annoncé, il y a quelques semaines, un plan de licenciement de 600 personnes. Celui-ci a finalement été abandonné en échange de la mise en place d'un Accord de Performance Collective (APC), dispositif introduit dans la loi par la réforme du code du travail au début du mandat d'Emmanuel Macron. Il permet à un employeur, s'il obtient l'accord du ou des syndicats majoritaires, de modifier les salaires, les horaires ou les conditions de travail de ses salarié-e-s. Un refus de ces modifications est un motif de licenciement.

D'autres choix sont possibles comme le partage du temps de travail, le renouvellement de la flotte, la conversion écologique avec notamment les avions GES (Gaz à Effet de Serre).

Le conseil régional réuni en assemblée plénière demande à Airbus de revoir sa position au vu des aides multiples engagées et de travailler avec l'état, les collectivités et les salarié-e-s à des solutions de maintien des activités.

Vœu présenté par Guilhem Serieys

A handwritten signature in black ink on a light blue background. The signature is written in a cursive style and appears to read 'Guilhem Serieys'. There is a long horizontal line drawn underneath the signature.